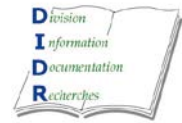


SAHARA OCCIDENTAL/MAROC



7 juillet 2017



Les protestations des employés de Phosboucraa

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Phosboucraa, une filiale de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP).....	3
1.1. L'Office Chérifien des Phosphates (OCP), géant marocain des phosphates	3
1.2. Phosboucraa, une société minière implantée à Laâyoune.....	3
2. Les protestations des employés de Phosboucraa.....	4
2.1. Des conflits sociaux anciens et récurrents.....	4
2.2. Les protestations de l'année 2014	6
2.3. Des progrès en dépit d'une contestation persistante	7

Résumé :

Phosboucraa est une entreprise minière qui exploite la mine de phosphates de Boucraâ, dans la région saharienne de Laâyoune. En 1976, suite au retrait de l'Espagne du Sahara Occidental, Phosboucraa est majoritairement racheté par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP). En 1977, le conflit armé qui oppose le Maroc au Front Polisario se répercute sur les travailleurs sahraouis de Phosboucraa dont les avantages sociaux sont supprimés, tandis que nombre d'entre eux sont victimes d'une campagne de répression de la part des autorités marocaines. Depuis cette époque, les mineurs de Phosboucraa et les familles des victimes de discrimination ou de persécution poursuivent de manière récurrente des mouvements de protestations syndicales pour réclamer le respect de leurs droits socio-économiques.

Abstract:

Phosboucraa is a mining company that operates the Boucraâ phosphate mine in the Saharan region of Laayoune. In 1976, following the withdrawal of Spain from Western Sahara, Phosboucraa was mostly bought out by the "Office Chérifien des Phosphates (OCP)". In 1977, the armed conflict between Morocco and the Polisario Front affected the Saharawi workers of Phosboucraa, whose social benefits were abolished, while many of them were victims of a repression campaign by the Moroccan authorities. Since that time, minors in Phosboucraa and the families of victims of discrimination or persecution have repeatedly pursued trade union protests to claim for their socio-economic rights.

1. Phosboucraa¹, une filiale de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP)

1.1. L'Office Chérifien des Phosphates (OCP), géant marocain des phosphates²

Fondé au Maroc en 1920, l'Office Chérifien des Phosphates (OCP)³ est une société minière qui se consacre à l'extraction, au traitement, et à la commercialisation à l'international des phosphates et de ses produits dérivés (notamment les engrais agricoles)⁴. La compagnie, qui connaît une croissance exponentielle, change de statut à travers le temps pour se transformer en 1975 en un groupe, « le groupe OCP ». En 2008, le groupe OCP devient « OCP-SA », une société anonyme avec pour principal actionnaire l'Etat marocain⁵.

L'OCP est aujourd'hui le leader mondial sur le marché des phosphates⁶ et de ses dérivés⁷. Selon un article publié en octobre 2016 par le *Monde Diplomatique*, « l'Office chérifien des phosphates (OCP) est la première entreprise du pays avec 21 000 employés, et deuxième producteur mondial de ce précieux engrais après la Chine⁸ ». Son siège est situé à Casablanca⁹. L'OCP est implanté au Maroc sur quatre sites miniers (Boujniba, première mine exploitée dans le gisement de Khouribga, Benguerir, Boucraâ-Laâyoune et Youssoufia) et possède deux complexes chimiques (à Safi et JorfLasfa)¹⁰. Le groupe, qui détient plusieurs filiales dans le pays ainsi qu'à l'étranger¹¹, poursuit une politique d'expansion de ses implantations, notamment sur le continent africain¹².

S'il s'affirme comme un acteur mondial, le groupe OCP est soucieux de consolider son assise nationale en s'appuyant sur les spécificités des territoires sur lesquels il est implanté¹³. La firme se présente comme un acteur engagé qui assume ses responsabilités environnementales (par des actions en faveur d'un développement durable), économiques (par le biais de créations d'emplois et de pratiques de recrutement dans les bassins locaux) et sociales (grâce au dialogue social permanent avec ses employés qui bénéficient en outre d'avantages culturels, sanitaires et sociaux)¹⁴.

1.2. Phosboucraa, une société minière implantée à Laâyoune

Phosboucraa¹⁵ est une compagnie minière créée en 1962 par l'Institut national espagnol de l'industrie (*Instituto Nacional de Industria-INI*)¹⁶. La compagnie exploite la mine de

¹ L'orthographe du nom de la société Phosboucraa varie selon les sources (Phosboucraâ ou encore Phosboucrâa).

² *Le Monde*, 02/02/2016.

³ *Médias 24*, 14/08/2016.

⁴ *Kompass*.

⁵ Office Chérifien des Phosphates (OCP), 19/05/2015 ; *Zamane*, 10/12/2012.

⁶ Le Maroc abrite 72,4% des gisements mondiaux de roche phosphatée et figure en 2016 au second rang des producteurs mondiaux de phosphates après la Chine. Source: *Le Monde*, 02/02/2016.

⁷ *Kompass*; OCP Group.

⁸ *Le Monde Diplomatique*, Octobre 2016.

⁹ *Médias24*, 02/08/2016 ; *Le 306 (Maroc)*, 02/08/2016.

¹⁰ *Agrimaroc*, 14/11/2016 ; DONSIMONI Myriam, LABARONNE Daniel, 2014.

¹¹ *Agrimaroc*, 14/11/2016.

¹² *Finacial Afrik*, 05/08/2016.

¹³ DONSIMONI Myriam, LABARONNE Daniel, 2014.

¹⁴ OCP Group.

¹⁵ Le mot Phosboucraa est une contraction linguistique de « Phosphates de Boucraâ ».

phosphates de Boucraâ située à 100 km au sud-est de la ville de Laâyoune¹⁷ dans la région saharienne de Laâyoune-Sakia El Hamra. Le gisement de Boucraâ, plutôt modeste, abrite environ 1,6% des réserves nationales marocaines de phosphates¹⁸.

En 1976, peu après que l'Espagne se soit désengagée administrativement¹⁹ des territoires qu'elle occupait au Sahara Occidental²⁰, l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) a acquis 65% du capital de la société²¹ avant d'en devenir le propriétaire exclusif en 2002²².

Les activités de Phosboucraa se sont développées de manière intégrée, allant de l'extraction puis du traitement des ressources en phosphates, jusqu'à leur transport et leur commercialisation. Avec la création en 2014 de la Fondation Phosboucraa, dont le siège se trouve dans la ville de Laayoune²³, la compagnie a diversifié ses activités afin de contribuer au développement socio-économique des populations des régions sahariennes de Guelmim-Oued Noun, Laâyoune- Saguia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab.

2. Les protestations des employés de Phosboucraa

2.1. Des conflits sociaux anciens et récurrents

Vers le milieu des années 1970, le conflit armé opposant le Maroc au Front Polisario au sujet des territoires du Sahara Occidental a rejailli sur les travailleurs sahraouis de Phosboucraa. Dans un rapport publié en 2006²⁴, l'organisation anticolonialiste dénommée « l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique » (AFASPA)²⁵ rappelle que durant le conflit armé, les autorités marocaines ont lancé une campagne d'intimidation et de répression (arrestations et enlèvements d'ouvriers sur leur lieu de travail, disparitions forcées, etc.) à l'encontre des Sahraouis soupçonnés d'être des sympathisants de la cause indépendantiste²⁶. La même source explique notamment que : « De nombreux employés sahraouis ont quitté leur emploi du fait du conflit armé dans

¹⁶ Fondation Phosboucraâ, 2014. NB: l'Institut national espagnol de l'industrie (*Instituto Nacional de Industria-INI*) se dénommait à l'origine « Société Nationale des mines du Sahara S.A » (*Empresa nacional minera del Sahara. S.A*). Source : Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA) 25/09/2006.

¹⁷ Laâyoune (ou El-Aïoun, ou El Aaiún) est une grande ville située à 500km au sud d'Agadir dans la partie du Sahara revendiquée à la fois par le Maroc et le Front Polisario. Elle est le chef-lieu de la province de Laâyoune (une des « provinces du Sud » administrée par le Maroc), dans la région Laâyoune-Sakia El Hamra.

¹⁸ Fondation Phosboucraâ, 2014.

¹⁹ Les conditions du retrait de l'Espagne du Sahara occidental ont été précisées le 14 novembre 1975 lors de la signature des accords de Madrid par le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne. Voir : *Maroc diplomatique*, 14/11/2016.

²⁰ RITIMO 01/05/2012 ; *Orient XXI*, 23/04/2015.

²¹ *L'Economiste*, 09/04/1992.

²² OCP, 19/05/2015.

²³ Fondation Phosboucraâ, 2014.

²⁴ Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA), 25/09/2006. NB : Selon l'AFASPA, ce rapport fait suite à : « Une mission France-Liberté/AFASPA au Sahara occidental [qui s'est déroulée] du 28 octobre au 4 novembre 2002, [au cours de laquelle] les travailleurs de Phosboucrâa ont remis un rapport sur le déni de leurs droits contractuels par la direction marocaine du complexe à l'issue de la cession par l'Espagne de 65% de ses parts dans l'exploitation minière au Sahara occidental. Ce rapport a été transmis aux organisations syndicales françaises et le représentant des mineurs a par la suite fait de nombreuses démarches auprès des organisations syndicales européennes ».

²⁵ L'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA) est une organisation anticolonialiste née durant les luttes d'indépendances en Afrique qui a apporté son soutien et son aide aux démocraties africaines confrontées aux exactions de la politique française en Afrique qui s'opposait aux indépendances. Source : AFASPA 28/02/2009.

²⁶ AFASPA, 25/09/2006.

lequel certains se sont engagés, d'autres se sont réfugiés en Algérie, d'autres encore ont été arrêtés par la gendarmerie marocaine²⁷ ».

Parallèlement, les droits contractuels des travailleurs sahraouis de Phosboucraa se sont détériorés peu après que l'Espagne ait cédé au Maroc les parts qu'elle détenait dans la société²⁸. D'après une publication datant de 2012 de l'association militante pro sahraouie intitulée « Amis du Peuple du Sahara Occidental » (APSO)²⁹ : « Les avantages sociaux acquis par les Sahraouis pendant la période coloniale espagnole ont été supprimés³⁰ ».

Selon l'AFASPA, à compter de mai 1977, arguant du contexte sécuritaire dû à la guerre, les autorités marocaines ont gelé les contrats des employés sahraouis signés avec l'Espagne³¹. Ces derniers ont par la suite été victimes de plusieurs inégalités de traitement par rapport à leurs collègues marocains. D'après l'AFASPA, les échelons acquis durant leurs carrières ont été rétrogradés ce qui a directement impacté leurs salaires et leurs retraites³².

D'autres discriminations ont touché à leurs droits sociaux tels que le droit à une couverture sociale ou le droit au logement. Selon l'APSO, l'OCP a fourni des logements dans plusieurs villes du Maroc aux familles des mineurs marocains de Phosboucraa. Les Sahraouis dont les familles vivent le plus souvent sur place ont, dès lors, demandé en vain un avantage équivalent, à savoir : « que leur soit accordé en argent ce qui est donné en nature aux autres travailleurs pour pouvoir construire leurs maisons eux-mêmes au Sahara Occidental [...]»³³. Toutefois, selon l'APSO, entre « 1000 à 1500 travailleurs sahraouis pourraient n'avoir jamais bénéficié de l'aide au logement qui semble conditionné à la localisation de la maison au Maroc et non au Sahara Occidental³⁴ ».

L'AFASPA explique qu'au cours des décennies qui ont suivi, les mineurs sahraouis ont saisi les syndicats marocains au sujet des discriminations dont ils étaient victimes. Toutefois, n'obtenant pas gain de cause, ils ont poursuivi leur lutte dans le temps en engageant des mouvements de revendications syndicales récurrents qui ont donné lieu à plusieurs interruptions de travail³⁵.

D'après l'AFASPA, durant l'été 1996, une grève s'est produite sur le site de Phosboucraa qui s'est prolongée durant trois semaines. En 1999, après trois années de vaines négociations syndicales, les étudiants de Laâyoune ont entamé un mouvement de revendications portant sur le droit du travail. Ils ont été rejoints par les ouvriers de Phosboucraa ainsi que par d'autres catégories de la société sahraouie (femmes, chômeurs, handicapés, etc.) qui réclamaient le respect de leurs droits socio-économiques (notamment un droit au logement, à une couverture sociale, etc.). L'ensemble de ces revendications a été adressé à l'Espagne, l'ancienne administration de tutelle à laquelle

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Amis du Peuple du Sahara Occidental (APSO). 29/03/2012.

³⁰ APSO, 29/03/2012.

³¹ AFASPA, 25/09/2006.

³² *Ibid.*

³³ APSO, 29/03/2012.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ AFASPA, 25/09/2006.

ils reprochaient de les avoir « abandonnés », avant d'être présenté par des délégués sahraouis devant le 34^{ème} Congrès de la FIDH tenu en janvier 2001 à Casablanca³⁶.

Près d'une décennie plus tard, le 2 août 2010, à la suite d'un appel à la grève lancé par la Confédération syndicale des travailleurs sahraouis (CSTS), plusieurs salariés sahraouis, ainsi que des veuves et des retraités d'anciens ouvriers de Phosboucraa, se sont regroupés devant l'antenne du ministère de l'Énergie et des Mines (le ministère de tutelle de la compagnie) située à Laâyoune. Les protestataires ont alors été violemment attaqués et blessés par les forces de l'ordre marocaines qui les ont dispersés³⁷.

Selon l'APSO³⁸, en février 2012, la direction de Phosboucraa a conclu un accord avec une société immobilière pour la construction de logements sociaux à Marrakech et Agadir pour les employés de l'entreprise et leurs familles. Les salariés sahraouis ont alors demandé que soient construits des logements équivalents pour leurs familles à Laâyoune ou bien à être financièrement dédommagés. Leurs dirigeants n'ayant pas donné suite à leur requête, Mouloud Mohamed M'BAREK AMAIDAN, représentant³⁹ attiré des travailleurs sahraouis de Phosboucraa, a entamé un mouvement de protestation (dont des *sit-in* pour le respect des droits des travailleurs et une grève de la faim du 9 au 14 mars 2012) qui s'est poursuivi durant plusieurs semaines⁴⁰.

2.2. Les protestations de l'année 2014

Le Comité d'action et de soutien aux luttes du peuple marocain, une organisation d'opposition au gouvernement marocain proche des milieux de gauche, a publié fin 2014 un dossier spécial relatif aux luttes sociales et aux prisonniers politiques au Maroc⁴¹. D'après cette publication, au cours du mois d'avril 2014, des salariés dépendants de l'OCP ont initié des luttes syndicales à travers le pays. Toutefois, ces luttes concernaient surtout les ouvriers du site de Khouribga, situé au centre du Maroc, qui ont entamé une première grève les 16 et 17 avril 2014 pour réclamer : « la reconnaissance de leurs droits syndicaux, inexistantes pour l'heure dans les filiales de l'OCP, des revalorisations salariales, et surtout leur intégration officielle au groupe OCP ce qui leur permettrait d'avoir des contrats à durée indéterminée⁴² ». Selon Ali FKIR, coordinateur du « Comité de solidarité avec les phosphateurs d'intérim (CSPI) », nombre de mineurs de Khourigba qui « travaillent régulièrement au sein du groupe depuis plus de 10 ans sont condamnés à rester temporaires, [et] à partager [leur] maigre revenu avec les sociétés d'intérim⁴³ ».

Pour autant, le journaliste Jamal BERRAOUI indique dans un article publié en avril 2014 dans le média économique marocain *Challenge*⁴⁴, qu'à la mi-avril 2014, plusieurs personnes ont installé des tentes devant le siège de l'OCP à Casablanca pour réclamer réparation pour les préjudices subis par des membres de leur famille qui avaient travaillé à Phosboucraa. Selon ce journaliste, leurs revendications étaient irréalistes à plus d'un égard : d'une part, elles portaient sur des parents éloignés et non sur des parents au premier degré des protestataires ; d'autre part, la responsabilité de la répression dont ont été victimes d'anciens travailleurs de Phosboucraa devrait être imputée aux services

³⁶ Il s'agit du 34^{ème} congrès de la FIDH, qui s'est tenu du 10 au 14 janvier 2001 à Casablanca.

³⁷ *Diaspora Saharai*, 02/08/2010.

³⁸ APSO, 29/03/2012.

³⁹ Mouloud Mohamed M'BAREK AMAIDAN est également membre du bureau national du syndicat marocain l'Union Générale des Travailleurs au Maroc (UGTM).

⁴⁰ APSO, 29/03/2012.

⁴¹ Indymedia, 17/12/2014.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Solidarité Maroc*, 29/12/2014.

⁴⁴ BERRAOUI Jamal, 18/04/2014.

de sécurité et non pas à l'OCP; et enfin, parce que les familles réellement concernées avaient déjà été indemnisées⁴⁵.

D'après Jamal BERRAOUI, 54 cas d'abus ont été portés à la connaissance du Conseil des Droits de l'Homme (CNCDH), qui, après les avoir étudiés, « a identifié 22 cas de salariés de Phosboucraa qui ont été victimes de violations des droits de l'Homme, [des] familles [qui] ont [obtenu] un soutien conséquent de l'OCP⁴⁶ ».

Aucune autre information n'a pu être trouvée parmi les sources publiques consultées en langues française et anglaise au sujet des protestations des employés de Phosboucraa durant l'année 2014.

2.3. Des progrès en dépit d'une contestation persistante

Plus récemment, en mars 2016, dans une déclaration relayée par « Diaspora Saharoui », un blog de solidarité avec le peuple sahraoui, un collectif basé à Laâyoune dénommé « Coordination des fils et veuves des retraités sahraouis de Phosboucraa », a déploré l'absence de prise en compte par les autorités marocaines des descendants des travailleurs sahraouis de Phosboucraa, qui demeurent marginalisés⁴⁷. Selon ce collectif, alors que les statuts de la compagnie minière précisent bien qu'en matière de recrutement, priorité doit être donnée aux enfants des anciens travailleurs de Phosboucraa, dans les faits, les milliers d'embauches effectuées par la compagnie favorisent les Marocains au détriment des Sahraouis, dont les descendants des ouvriers de la compagnie minière⁴⁸.

Selon une déclaration publiée le 22 juillet 2016 par le Service de presse sahraoui (RASD), le 21 juillet 2016 : « Des dizaines de chômeurs sahraouis se sont rassemblés [...] à El Aaiun [...] pour protester contre leur exclusion des récentes embauches de la société Phosboucraa⁴⁹ », avant d'être violemment dispersés, voire grièvement blessés par les forces de l'ordre.

Malgré la persistance de conflits sociaux, la situation semble évoluer progressivement vers une meilleure prise en considération des Sahraouis en matière d'embauche. En août 2016, suite au recrutement de quelques 500 jeunes par Phosboucraa dans le cadre du nouveau projet d'investissement de l'OCP lancé en février 2016⁵⁰, le groupe OCP a été accusé par les médias pro sahraouis de favoriser l'emploi des candidats provenant d'autres régions que celle de Laâyoune. L'OCP a démenti cette information en diffusant via des médias pro marocains⁵¹ un argumentaire tendant à prouver que dans le cadre du lancement de la première phase du projet, les 500 jeunes recrutés sont bien des Sahraouis issus de la région de Laâyoune et qu'ils ont été embauchés par un cabinet extérieur à la suite d'un processus de sélection transparent⁵².

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ BERRAOUI Jamal, 18/04/2014.

⁴⁷ *Diaspora Saharoui*, mars 2016

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Service de Presse Sahraoui [RASD]*, 22/07/2016.

⁵⁰ Le projet vise à créer un grand complexe industriel de valorisation des phosphates de Boucraa. Voir : *Le Site info* 29/07/2016.

⁵¹ *Le 306 [Maroc]*, 02/08/2016.

⁵² *Medias24*, 02/08/2016.

Enfin, le 28 novembre 2016, un communiqué de l'agence sahraouie *Sahara Press Info* (RASD) informe que le 16 novembre 2016 : « Une douzaine de Sahraouis au chômage et des proches d'anciens employés de [...] Phosboucraa, ont organisé une manifestation de protestation devant le bureau du gouverneur d'El Aaiun ». Ces derniers ont notamment accusé les importateurs internationaux de phosphates de faire fi du droit international et de contribuer à la marginalisation des Sahraouis dans le bassin d'emploi local. Trois manifestants, maltraités par les forces de l'ordre marocaines venus disperser les protestataires, ont porté l'affaire en justice en fin d'année 2016⁵³.

⁵³ *Sahara Press Info [RAS]*, 28/11/2016.

Bibliographie

[Sites web consultés de juin au 7 juillet 2017]

Ouvrages

DONSIMONI Myriam, LABARONNE Daniel, « L'OCP sur ses territoires » dans : A. Silhem, J. Fontanel, B. Pecqueur, L. Perrin, *L'économie territoriale en questions*, Paris, L'Harmattan, 2014, p.295-309.

ONG

RITIMO [réseau d'information et de documentation pour la solidarité], *Carte et chronologie sur le Sahara occidental*, 01/05/2012,
<https://www.ritimo.org/Carte-et-chronologie-sur-le-Sahara-occidental>

Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA), *Document d'orientation*, 28/02/2009,
http://www.afaspa.com/article.php3?id_article=254

Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA), *La remise en cause des droits contractuels des travailleurs de Phosboucrâa au Sahara Occidental*, 25/09/2006,
http://www.afaspa.com/article.php3?id_article=756

Médias

Sahara Press Info [média de la RASD], « Exploitation illégale du phosphate du Sahara occidental: des manifestants "battus" déposent plainte contre la police marocaine », 28/11/2016,
<https://www.spsrasd.info/news/fr/articles/2016/11/28/5610.html>

Agrimaroc [Média marocain dédié à l'agriculture], « Tout savoir sur L'OCP: L'Office Chérifien des Phosphates », 14/11/2016,
<http://www.agrimaroc.ma/l-ocp-l-office-cherifien-des-phosphates/>

Maroc diplomatique, « Il y a 41 ans l'accord de Madrid sur la décolonisation du Sahara marocain », 14/11/2016,
<http://maroc-diplomatique.net/y-a-41-ans-laccord-de-madrid-decolonisation-sahara-marocain/>

Le Monde Diplomatique, « Le Maroc pétrifié par son roi », 10/2016, p.8-9,
<https://www.monde-diplomatique.fr/2016/10/DAUM/56437>

Médias 24 (Maroc), « Comment le cabinet Diorh a sélectionné les candidats de Laâyoune pour Phosboucrâa », 14/08/2016,
<https://www.medias24.com/MAROC/ECONOMIE/ECONOMIE/166273-Comment-le-cabinet-Diorh-a-selectionne-les-candidats-de-Laayoune-pour-Phosboucraa.html>

Financial Afrik, « Maroc : le groupe OCP prévoit 14 nouvelles filiales en Afrique subsaharienne », 05/08/2016,

<http://www.financialafrik.com/2016/08/05/maroc-le-groupe-ocp-prevoit-14-nouvelles-filiales-en-afrique-subsaharienne/>

Medias24 (Maroc), « Recrutement de 500 jeunes à Phosboucraa: Les 10 vérités d'OCP », 02/08/2016,

<https://www.medias24.com/MAROC/ECONOMIE/ENTREPRISES/165910-Recrutement-de-500-jeunes-a-Phosboucraa-Les-10-verites-d-OCP.html>

Le 306 (Maroc), « Laâyoune: la vérité sur le recrutement des 500 jeunes à Phosboucraâ », 02/08/2016,

<http://fr.le360.ma/economie/laayoune-la-verite-sur-le-recrutement-des-500-jeunes-a-phosboucraa-81925>

Le Site info [média marocain], « 500 jeunes sahraouis recrutés par Phosboucraa, filiale de l'OCP », 29/07/2016,

<http://www.lesiteinfo.com/economie/500-jeunes-sahraouis-recrutes-phosboucraa/>

Service de Presse Sahraoui [média de la RASD], « Violente agression de la police marocaine contre des manifestants chômeurs à El Aaiun occupée », 22/07/2016,

<https://www.spsrasd.info/news/fr/articles/2016/07/22/3204.html>

Le Monde, « Le géant marocain des phosphates se sacre roi des engrais », 02/02/2016,

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/02/02/le-geant-marocain-des-phosphates-se-sacre-roi-des-engrais_4858243_3212.html

Orient XXI [média indépendant], « Conflit du Sahara occidental, de la guérilla au gel durable », 23/04/2015,

<http://orientxxi.info/documents/chronologies/conflit-du-sahara-occidental-de-la-guerilla-au-gel-durable,0882>

BERRAOUI Jamal, « Une lâcheté marocaine », *Challenge* [Média marocain], 18/04/2014,

<http://www.challenge.ma/une-lachete-marocaine-par-jamal-berraoui-24984/>

Zamane (Le Maroc d'hier & d'aujourd'hui), « OCP: hier et aujourd'hui », 10/12/2012,

<http://zamane.ma/fr/ocp-hier-et-aujourd'hui/>

L'Economiste [média économique marocain], « Entreprises minières : En pointe pour le social, mais victimes d'images à la Zola », Edition N°24, 09/04/1992,

<http://mobile.leconomiste.com/article/entreprises-minières-en-pointe-pour-le-social-mais-victimes-dimages-la-zola>

Blogs

Diaspora Saharai [Blog], « Le Maroc ignore les descendants des travailleurs sahraouis de Fosbucraa », mars 2016,

<http://diasporasaharai.blogspot.fr/2016/03/le-maroc-ignore-les-descendants-des.html>

Solidarité Maroc, [Blog], « Les amis des travailleurs sont interpellés », 29/12/2014,

<https://solidmar.blogspot.fr/2014/>

Amis du Peuple du Sahara Occidental (APSO) [Blog], « Droit au logement discriminatoire à l'OCP au Sahara Occidental », 29/03/2012,

<http://ap-so.blogspot.fr/2012/03/droit-au-logement-discriminatoire-locp.html>

Diaspora Saharai [Blog], « Bilan de l'agression marocaine contre les travailleurs de Fosbucraa », 02/08/2010,

<http://diasporasaharai.blogspot.fr/2010/08/bilan-de-lagression-marocaine-contre.html>

Autres

Office Chérifien des Phosphates OCP, (Communiqué de presse), « Des déclarations récentes de certains médias au sujet du Groupe OCP et de sa filiale Phosboucraa contiennent de graves erreurs factuelles », 19/05/2015,

<https://log.ma/post/34757/affaire-phosboucraa-vive-reaction-d-ocp>

Fondation Phosboucraâ, Rapport d'activité 2014, 22 p,

<http://www.phosboucraa.ma/sites/default/files/alldocs/Rapport%20d'activit%C3%A9%202014%20Fondation%20Phosboucraa%20.pdf>

Indymedia [Site d'actions citoyennes et collectives basé à Nantes], « Les luttes au Maroc » (Dossier sur les luttes sociales au Maroc et sur les prisonniers politiques), 17/12/2014,

<https://nantes.indymedia.org/articles/30769>

Kompass, « OCP S.A », *s.d.*

<https://ma.kompass.com/c/ocp-s-a/ma0695900/>

OCP Group, "A key international player since 1920", *s.d.*

<http://www.ocpgroup.ma/group/group-overview>